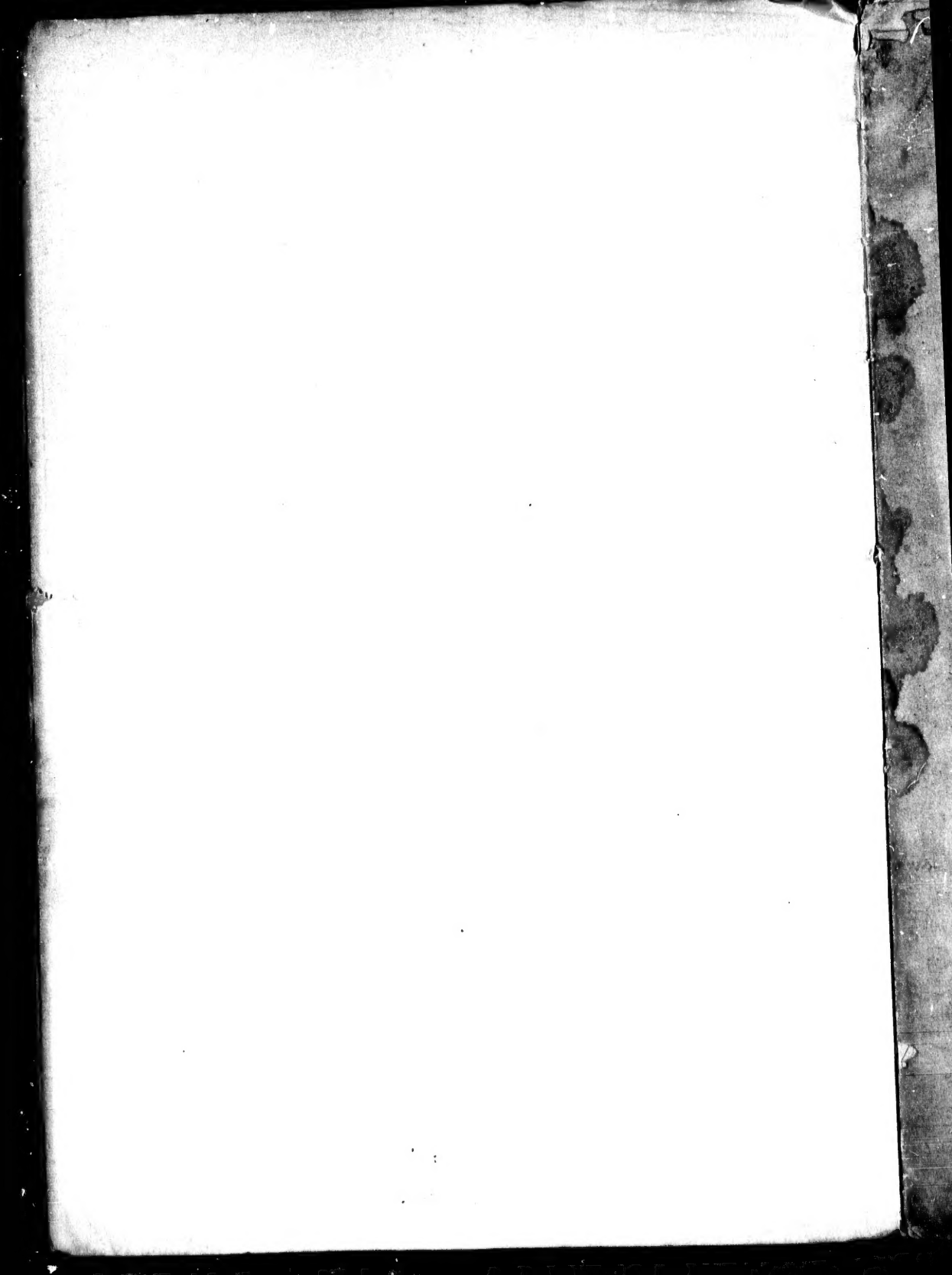




CINQ ANNÉES D'ADMINISTRATION GRITE

OU

LE CANADA RUINÉ

DISCOURS DE CHS. THIBAUT,

MEMBRE HONORAIRE DU CLUB CARTIER.

—0—

Ce Club a l'honneur d'offrir aujourd'hui le discours que l'un de ses membres a prononcé à une grande assemblée tenue à St. Alexandre d'Iberville, sous la présidence de F. Ouimet, Ecr., Maire, le 26 Mai 1878. C'est un fidèle résumé de toute l'administration grite depuis l'avènement de M. MacKenzie au pouvoir; c'est une page éloquente, savante et complète, mais lugubre, des affaires de notre pays.

Le Canada prospère autrefois, a vu, en cinq ans, s'évanouir ses richesses, son commerce, ses industries et ses espérances.

Ce discours indique clairement les causes du mal actuel et suggère les moyens de guérir la plaie profonde faite à notre patrie par les grits.

Nous espérons que les électeurs sauront gré au Club d'avoir placé sous leurs yeux un état si complet, et en même temps si impartial, de la situation actuelle.

Voici ce discours tel que rapporté dans les journaux de Montréal :

M. le Président et Messieurs,

Le soir, la tempête sévissait avec une violence non pareille; le Ciel, tourmenté par l'orage, était en feu. On aurait dit les cataractes de la colère céleste s'entrouvrant pour abîmer le monde! La foudre a emporté les miasmes et la corruption qui assiégeaient l'air; l'on respire plus à l'aise aujourd'hui; un fardeau de moins écrase nos épaules. Le calme a succédé au sifflement aigu des vents. Hélas! un autre joug nous blesse cependant d'une manière encore plus cruelle! C'est le despotisme politique du gouvernement actuel.

Comme Horace Vernet qui sollicitait la faveur d'être attaché au mât d'un navire agité par l'ouragan, afin d'imprimer plus vivement dans sa mémoire l'horreur de la tempête, pour la copier ensuite, avec plus d'exactitude sur ces toiles fameuses, je voudrais avoir saisi, moi aussi, toute l'horreur de la situation politique de mon pays, afin de pouvoir la retracer plus vivement à vos yeux et l'imprimer plus profondément dans votre mémoire et dans vos cœurs. J'appelle de tous mes vœux le calme. Mais auparavant il faut que le peuple se lève dans sa majesté outragée et qu'au milieu des orages de sa colère.



46562



re, il chasse les miasmes délétères de la politique grise, et qu'il fasse disparaître impitoyablement ses maîtres, ses despotes, j'allais dire ses tyrans.

BUT DE LA SOCIÉTÉ.

Tous nous voulons le bien du pays ; tous nous sommes avides de bonheur. Pour atteindre notre but, nous nous choisissons des mandataires qui sont appelés à gouverner et à confectionner des lois. La loi est la règle de notre conduite. Quand elle est bonne, le peuple est heureux ; quand elle n'est plus respectée, l'anarchie règne. Quand le gouvernement est corrompu, son exemple est néfaste. Nos représentants sont devenus une nécessité de moyens depuis que les comices populaires des temps anciens n'existent plus. Le mandat est inventé. La politique est l'art de gouverner les peuples et l'économie politique est celui d'enrichir les nations. Hélas ! l'on dirait que le pouvoir actuel s'est étudié à faire mentir ces principes au détriment des gouvernés.

Le peuple est roi un seul jour, par chaque période de cinq ans. Ce jour de royauté, c'est celui de l'élection.

Mais cette royauté absolue, il la dépose sur la tête de ses représentants. Alors, ceux-ci, cinq ans, sont maîtres à leur tour. Ils peuvent endetter le peuple, l'appauvrir, le taxer. Leur vote est loi. Que d'abus résultent de ce système quand les représentants sont incapables ou malhonnêtes, et qu'ils trahissent les intérêts populaires, dans leurs intérêts privés ! De nos jours le pavillon seul couvre la marchandise et dans notre étrange langage l'on dit que l'élection veut dire choix. Hélas ! par une suite d'abus du mode électif, nous n'en avons plus que le nom, nous n'avons plus la chose. Le peuple pourtant se croit libre, et sa volonté est enchaînée, pendant une lutte électorale, par une foule de moyens pervers mis à la disposition des candidats. La véritable liberté est l'absence de toute contrainte. Or, la contrainte

électorale existe à un tel point qu'il n'y a plus de liberté.

Nos préjugés, nos passions, notre fanatisme, notre aveuglement, notre esprit de parti nous perdent.

Aujourd'hui la liberté n'est plus qu'un *mythe* !

Notre système constitutionnel n'est plus qu'un *leurre* !

La division politique est à son apogée.

L'élection semble une invention machiévalique.

La division entre citoyens d'un même pays est la source de la ruine de ce pays.

"La majorité fait le droit" est une aphorisme aussi faux que cet autre. "*La propriété c'est le vol.*"

Mais les peuples se passionnant pour l'erreur, s'incorporent le poison des mauvaises doctrines courent à leur ruine, appellent sur leurs têtes d'inénarrables malheurs.

Le droit chrétien n'existe plus. Pour le retrouver, il nous faut remonter au Moyen-Age, objet de tant de calomnies de la part des admirateurs outrés du droit moderne.

Remontons cependant un peu vers nos origines.

La lutte est la condition de l'humanité : chaque homme est soldat.

Il lutte contre tous les obstacles, contre la nature, contre les éléments, contre lui-même.

Le soc ne fait-il pas son sillon qu'en déchirant le sein de la terre ? l'oiseau ne voltige-t-il pas qu'à force de luttes ?

Le travail est une lutte aussi. Quand la patrie est riche, qu'elle est satisfaite, le citoyen regarde au dehors pour y trouver des moyens nouveaux de mouvement ; l'action le tuerait.

Mais l'homme ne comprend pas toujours son origine, ni sa grandeur, ni son but. Il forfait à sa mission, souvent. Alors, le Ciel s'appesantit sur la terre.

Les bases des empires sont agitées. Les ruines s'amoncellent ! La décadence est proche. Le Canada semble oublier ses traditions. Prenons garde !

Cependant, auprès du mal est le remède ; le dictame croît à côté du poison.

La vie d'un peuple est semblable aux ondes d'un grand fleuve. Ici l'eau claire, limpide roule tranquillement sur un lit de gravier, entre des rives enchanteresses, couvertes de fleurs, d'arbres, de fraîcheur et de vie.

Plus loin, la scène change d'aspect, les ondes paraissent entraîner vers un abîme caché, un gouffre inconnu. D'après collines, aux pics hérissés, encadrent le fleuve. La nature ici semble tourmentée. Au lieu du sourire de tantôt, elle présente l'image du désespoir.

Regardez ! voici la cataracte ! l'abîme ! la terreur !

Image trop fidèle de la vie des nations. Voyez ces peuples contents, heureux, prospères, leur vie est calme comme l'onde d'un fleuve paisible.

DANGER DES MAUVAISES DOCTRINES.

Un principe dissolvant pénètre-t-il au sein de ces populations heureuses ? Le serpent de la haine, des mauvaises doctrines ou des divisions politiques va-t-il les piquer au cœur ? Voyez déjà le contraste ! L'on sent que trop le malaise ; on ne se l'explique pas encore. Dans cet état, le peuple s'agite. Comme ce roi malheureux, meurtrier de son père, il veut interroger les dépositaires de ses secrets.

Il s'éprend alors d'un amour immodéré pour l'inconnu. Il foule des sentiers inusités ; il s'égare.

Le malaise croît ; il s'agite ! Il porte la foudre au dedans de lui-même et il ne sait pas encore que bientôt, tourmenté par ce mal caché, il sera l'instrument de sa propre dégradation, de sa propre ruine, de sa propre destruction, de son propre malheur. Voilà l'histoire des nations qui oublient les principes et foulent aux pieds les droits de la conscience et du devoir. C'est l'histoire de l'Europe.

La France vit de secousses. Comme l'aveugle d'Héraclée, elle a perdu son guide bien souvent. De grands malheurs l'avertissent alors de revenir à la voie droite.

Mais l'abîme est trop proche : le gouffre tient ses victimes, il ne les rendra pas. L'exemple instruira-t-il notre cher Canada ! Le monde va-t-il périr ?

Mais où serait donc le dictame alors ?

Attendez !

Si Baal a ses adorateurs, Géovah a encore ses autels. L'autel est l'un des étais les plus solides du monde.

Ceux qui s'y réfugient sont certains que le terrain ne leur fera pas défaut.

Les réfugiés sont les *appelés*.

Le père des croyants et sa postérité, Clovis et ses Francs, Jacques-Cartier et les Canadiens ont répondu d'abord à leur *vocation*.

Dans la suite des âges, les enfants de ces appelés oublièrent leur origine et leur but. De là une suite inénarrable de malheurs. La France du 16^e siècle était perdue au milieu des guerres sanglantes, d'apostasies sans nom, de crimes atroces, de divisions intestines, de maux sans fins.

Un homme venait de découvrir un continent. Jacques-Cartier paraît au milieu des ruines de sa patrie et prenant, en mains, la cause sainte de la civilisation, il vient porter le vrai flambeau sur les rives du Canada. Vous connaissez son histoire, sa visite sur le Mont-Royal, l'étonnement des sauvages, la prière des sachems, — son contract scellé avec le Ciel, la croix et l'autel dressés sur les bords du fleuve géant, etc.

Notre mission en Amérique, (laquelle est identique à celle de la France dans le vieux monde,) commence avec le découvreur du Canada.

L'Acadie est fondée. Québec rappelle Champlain. Maisonneuve éternise sa mémoire à Montréal.

Puis, les guerres indiennes et les martyrs ! Les paroisses s'établissent le long du grand fleuve, grâce au clergé et aux seigneurs ! Cet esprit paroissial nous a garanti contre de grands dangers, mais le nombre, triomphant de la valeur, l'emportait. Le drapeau anglais flotte enfin sur la citadelle de Québec, le 18 sept. 1759.

— 4 —
DOMINATION ANGLAISE (1763.)

65,000 Français sont abandonnés de la mère-patrie et livrés à leurs vainqueurs. Durant quatre ans, Murray les gouverne en militaire.

L'indomptable enfant des bois s'indignant quelquefois contre le grand Ononthio anglais, levait le tomahawk, les Canadiens réprimaient l'ardeur de leurs anciens alliés et toléraient leurs nouveaux maîtres, tandis que les Colons de la Nouvelle Angleterre levaient victorieusement l'étendard de la révolte, en 1775, pour ne plus payer les taxes que la mère-patrie voulaient leur imposer. Ils proclament leur indépendance et marchent dans la voie du progrès industriel.

Nos Canadiens, trahis par la France malheureuse du temps, sont traités en vaincus. Une nuée d'aventuriers s'abattent comme des oiseaux de proie sur la Patrie. Le découragement dans l'âme, le Canadien n'a plus d'autre espérance que dans une union intime avec les gardiens nés de sa foi et de sa liberté ; le clergé joue alors un grand et noble rôle. Nos pères tournèrent leurs efforts vers les travaux des champs et ils formèrent sur les bords de notre grand fleuve, une nationalité forte et vigoureuse, que le temps, les malheurs et les persécutions n'ont pu encore abattre. La Constitution de 1791 avait fait respirer un peu nos pères, bien qu'ils étaient encore systématiquement exclus de toutes les positions.

Jusqu'à 1848, il n'y avait qu'un seul parti parmi les Canadiens. Cette union nous a sauvés comme peuple, quand toutes les circonstances étaient contre nous, et que le gouvernement responsable ne nous était pas encore octroyé. Notre loyauté a été souvent mise à l'épreuve, mais l'honneur étant autrefois l'apanage de notre race, nous luttâmes pour nos nouveaux maîtres. Nos services rendus, nos actes héroïques de 1812 et 1815 étaient déjà oubliés, longtemps avant 37-38. Les 92 résolutions où les droits des Cana-

diens sont affirmés et le gouvernement responsable ardemment sollicité, agitent le peuple.

Les batailles de St. Denis, de St. Charles et de St. Eustache, etc., en sont la conséquence.

Les vrais patriotes étaient alors Papineau, Nelson, Cartier, etc.

Nous avons conservé leurs traditions et les trois paroisses qui ont le plus combattu et le plus souffert : St. Denis, St. Antoine et St. Eustache sont restées depuis lors étroitement attachées à Sir George Cartier, à son parti et à sa politique.

Le parti Canadien s'est allié aux libéraux modérés et aux conservateurs du Haut-Canada, sous Baldwin.

LA COALITION APRES L'UNION.

Une coalition est quelquefois nécessaire, souvent utile, presque toujours efficace quand il n'y a pas de principes mis en danger, de part et d'autre. La coalition était devenue nécessaire après l'Union, faite contre nous et dans la pensée de Lord Durham d'annihiler l'influence française : La défiance était partout.

Le *Herald* avait poussé ce cri féroce : que l'échafaud de 37 aurait dû être assez large pour y pendre, à la fois, tous les Canadiens-Français.

La Constitution de 1791 était passée. L'Union nous était imposée contre les vœux de Lafontaine.

Baldwin était un réformiste modéré. Il travailla, sincèrement aidé des patriotes et de Sir Francis Hincks, à établir et à maintenir le *gouvernement responsable*, demandé depuis longtemps par le Bas Canada.

MacNab, le vieux tory, avait dû se retirer.

Lord Metcalfe avait été envoyé avec des instructions du secrétaire des colonies, le comte Derby, de ruiner, à l'origine, le gouvernement responsable que Sir Charles Bagot avait sincèrement favorisé.

Les choses allèrent assez bien jusqu'au retour de l'Hon. M. Papineau, en 1848. Alors l'*Avenir* parut. Elle fut une école de séli

tion. Le serpent du radicalisme y leva sa tête audacieusement.

En 1852, l'opposition, non encore satisfaite, fondait le *Pays*, car l'*Avenir* était devenu trop révolutionnaire : ses doctrines firent peur à un certain nombre.

LE CRITISME.

Quelques temps après, George Brown commença à rugir contre les catholiques. Les réserves du clergé, les écoles sectaires, l'acte des corporations religieuses, les allocations à ces corporations, furent la cause des attaques brutales de ce grand fanatique, ennemi le plus acharné de notre province. Ce fut là l'origine du *criticisme*.

Le ministère *Hinks-Morin* inspirait pourtant la confiance aux Canadiens, en général. Mais l'esprit de parti finira son œuvre. Les doctrines de l'*Avenir* continuaient leurs chemins. Le poison était déjà déposé dans le sein du peuple.

L'Hon. A. A. Dorion, homme modéré, se vit alors forcé d'accepter les traditions du parti de l'*Avenir* et de s'allier avec un fanatique comme Brown. Tant que Sir George et Sir John tinrent le pouvoir, M. Dorion lutta sans espérance.

Trop honnête pour ne pas se trouver mal à l'aise en société des grits Brown-MacKenzie, dégoûté des déboires politiques, voyant l'inutilité de la lutte pour le Bas Canada, il se retira de la vie politique.

Il sentit que trop que notre influence était complètement nulle dans les conseils de la nation.

LE PARTI LIBÉRAL N'EXISTE PLUS.

Le parti libéral de Lafontaine, de Viger, de Morin, de Dorion n'existe plus. Ses chefs sont morts ou retirés de la lutte.

Les grits ont tout absorbé à leur profit ; ils ont ruiné la province de Québec.

RÉGIME McDONALD-CARTIER.

Depuis 1854, une ère de progrès s'était levée sur nous.

La forêt fut reculée, le pays agrandi, la marine créée, nos ca-

naux construits, notre commerce développé, nos manufactures favorisées, nos institutions raffermies, nos voies ferrées partout ouvertes, nos concitoyens riches et heureux.

Jamais, en vingt ans, l'on avait vu pareille prospérité.

Notre territoire perdu autrefois par l'injustice des armes, nous a été rendu. Nos frères, les Acadiens, peuple intéressant par son histoire, son courage, son patriotisme, sont aussi retrouvés presque en même temps que nos enfants perdus du Grand Ouest. Nous voilà un grand peuple, libre de nos destinées. Non-contents de notre bonheur, nous ouvrons un asile aux peuples de l'Europe, moins fortunés que nous. Des Anglais, des Ecossais, des Irlandais s'empres- sent de venir habiter des rives hospitalières. Le bonheur est partout. Les diverses nationalités qui se partagent notre pays se complètent mutuellement ; le Canadien est industriel, l'Anglais lui apprend le commerce, si important de nos jours et qui développe notre industrie ; l'Ecossais nous enseigne l'agriculture, source de la prospérité d'une nation ; l'Irlandais nous redit la foi et le patriotisme. Notre sol est assez fécond pour nourrir tout le monde ; l'eau de nos fleuves est assez profonde pour nous abreuver tous ; notre soleil a assez de rayons pour nous réchauffer tous. Jusqu'à 1873, sous le règne de Sir John et de Sir George—deux frères que la mort seule a pu séparer—le peuple était riche, prospère et content.

Nos manufactures ne le cédaient en rien, en 1870, à celles des Américains, soit en nombre, en richesse ou en revenu, eu égard aux populations respectives des deux pays. De fait, en 1871, nos manufactures avaient investi pour \$77,964,020.00 en capital ; leur valeur était de \$221,617,773.00 ; les gages payés sont de \$40,851,000 ; les mains employées comptent 187,942.

Ainsi 54 p. 100 de la population sont engagés dans les manufactures. Ainsi, 15 p. 100 de toute la population dépend des manufactures : 44 p. 100 de la classe agricole sont

occupés dans les manufactures et leurs gages auraient acheté toutes les céréales de 1871. La matière première a coûté \$125,207,846 ; les bénéfices, en sus des gages payés, ont été de \$24,958,927. Et cependant, l'on dédaigne nos manufactures aujourd'hui, pour protéger exclusivement l'industrie américaine !

Notre commerce, en 1871, était, proportion gardée, du double de celui de nos voisins *per capita*. De fait, en 1870, le commerce total des Etats-Unis a été de \$961,420,146, donnant \$25.30 par tête aux Américains ; le nôtre a été de \$216,000,000, donnant \$51.00 par tête.

De 1856 à 1856, le traité de réciprocité avec les Etats-Unis nous favorisant, nous développâmes nos ressources agricoles. La guerre de sécession nous valut aussi une immense protection dont nous profitâmes pour développer nos industries nationales. Sous ces circonstances heureuses, le Bas-Canada perdit un des plus grands hommes d'Etat qu'il eût encore possédés.

A peine Sir George est-il descendu dans la tombe, que ses anciens adversaires saisissent le moment favorable pour s'emparer du pouvoir, au moyen de la calomnie.

MANŒUVRES ODIÉUSES.

Hélas ! le serpent de l'envie préparait des embûches à nos populations heureuses. Vingt ans d'harmonie et de prospérité nous avaient fait heureux. La haine et la calomnie vont détruire le nouvel Eden. Les Frères se sont insurgés contre les Frères. Tous les moyens sont mis en œuvre. La trahison pour des places, la colonie, l'achat des consciences, le déshonneur. Tout est mis à contribution pour nous ruiner. Et faut-il le dire ? nos tyrans ont trop bien réussi. Voyez maintenant notre bonheur disparu, nos citoyens assassinés dans nos grandes villes, notre pays en banqueroute, nos commerçants insolubles et nos cultivateurs à la merci d'un tarif injuste qui les met aux pieds des Américains, lesquels, font du Canada un marché au rabais, en envoyant ici leurs pro-

duits, libres de droits, tandis que nous leur payons des droits exorbitants pour arriver chez eux !

AVÈNEMENT DE M. MACKENZIE.

Du 7 novembre 1873 datent nos revers industriels et commerciaux.

Les grits ont ruiné notre pays. Ont-ils voulu ce résultat ?

Personne ne fait le mal sans motif. M. MacKenzie a-t-il trahi le pays au profit des américains, ou est-il victime de faux principes sur les questions douanières et d'économie politique ?

Les faits répondent à cette double question.

La dette de la Puissance était, le 1^{er} juillet 1873, de \$130,778,098.53. Mais le pays avait aussi à son crédit \$30,929,638.89 soit en chemins de fer, propriétés foncières, travaux publics, et sur cette somme de 130 millions, 10 millions avaient été empruntés pour le Pacifique, mais n'étaient pas encore dépensés.

LE PACIFIQUE.

Ce Pacifique tel que tracé était également avantageux à Ontario et à Québec.

Malheureusement, M. MacKenzie pressé par les affamés de son parti, dût changer le plan de Sir George, qui ne se prêtait pas assez à la spéculation, pour adopter celui si ridicule des voies d'eau—cause des scandales des écluses du

FORT FRANCIS

dans lesquelles l'on a jeté, en pure perte, \$341,235.00 (rapport du Sénat sur le Fort Francis Lock p. 41 et suiv.)

Celui des terrains de

LA KAMINISTIGUA !

pour lesquels l'on a payé \$51,178.02 pour ces quelques arpents de terre marécageuse qui ne valaient pas \$2,000 avant que M. MacKenzie les ait choisis pour en faire le terminus du Pacifique. Cette preuve de corruption effrénée se trouve établie dans le rapport No. 57, à une adresse du Sénat du 9 Mars 1877.

Ajoutez à cela la déviation du Pacifique pour toucher à ces fameux terrains, savoir : environ 90 milles de plus qu'en droite ligne à \$10,000 par mille et vous verrez que le pays a encore perdu là \$900,000 sans compter les \$3,883,284.64 que M. Mackenzie aurait épargnés en suivant de suite, l'ancien tracé du Pacifique, auquel il dû revenir, tel que le sénateur Trudel l'a établi dans la séance du 17 avril dernier. Si vous joignez à cette somme les \$7,000,000 abandonnés au Northern et les \$109,000 perdues sur l'embranchement de la Baie Georgienne, pour favoriser des jobbers avides, vous verrez que le gouvernement ruine notre pays pour se maintenir au pouvoir. Ajoutez encore à cette liste néfaste les \$6,000 de l'hôtel *Neebing* et vous arriverez à l'énorme somme de \$7,181,697.56 perdus pour favoriser les jobbers du gouvernement.

Sir Hugh Allan construisait le Pacifique pour \$30,000,000 en argent et 50,000,000 d'acres de terre.

Les grits affirment que leur Pacifique coûtera \$200,000,000 ! Il est entièrement à l'avantage des Américains, favorise le Northern et détourne notre commerce, par Pembina, au profit des Etats-Unis.

Notre dette était le 1er juillet 1877, de \$174,675,834.97, soit \$44,000,000 d'augmentation en quatre ans ! !

Est-ce que l'avoir s'est augmenté en proportion ? Hélas ! non. Car il n'y figure à cette époque que pour \$11,467,160.52, tandis qu'il était au 1er juillet 1873 de \$30,929,636.89.

L'augmentation de la dette d'un pays n'est pas toujours un signe de non prospérité. Au contraire, si un pays emprunte pour améliorer sa condition ; s'il se crée des revenus, s'il développe ses ressources, son emprunt peut lui être très profitable et lui rapporter de gros bénéfices. Ici, tout passe en *jobs* ! Pas d'actif, pas de revenus de nos emprunts.

Les dépenses ont atteint un chiffre énorme. Celles de cette année, 1877-78, sont de \$26,203,000, savoir

près de \$3,703,000 de plus qu'en 1872-73.

Voici ces chiffres :

	<i>Dépenses.</i>
1872-3.....	\$22,500,000
1873-4.....	23,316,000
1874-5.....	23,713,000
1875-6.....	24,448,000
1876-7.....	23,519,300
1877-8.....	26,203,000

Le sénateur MacPherson, en plein sénat, a démontré que les dépenses chargées au revenu consolidé, s'augmentent dans une proportion alarmante.

De fait, l'augmentation de 1875 sur 1873 est de \$2,960,336 ; celle de 1876 sur '75, de \$717,062 ; celle de '76 sur '73, de \$3,677,398, dont il faut cependant déduire \$1,500,000 autorisées par le statut Tilly, et environ \$377,398 pour les dépenses nécessaires, mais imprévues, de plus en 1876 qu'en 1873. Ce qui laisse encore contre l'administration grite l'énorme somme de \$1,800,000 d'augmentation en 1876 sur 1873. (Voir MacP. p. 38.)

Est-ce là l'économie qu'on nous avait promise ?

POIDS ET MESURES.

En 1877, (Cptes. Publics, p. 274) l'on a payé pour les inspecteurs de poids et mesures et l'inspection du gaz :

Dans Ontario.....	\$34,842.67
Québec.....	22,083.10
N.-Brunswick.....	5,318.67
N.-Ecosse ...	7,613.03
Manitoba.....	972.13
Dépenses continen.	4,215.22
	\$73,408.44
Equipement, diverses personnes	22,000.73
Inspection du gaz.....	10,676.53

Soit..... \$111,085.70

complètement perdues. À l'exception du revenu des timbres qui est un impôt direct sur nous, pour donner des places à des affamés du parti Mackenzie. L'acte des poids et mesures est bon en lui-même, mais, au lieu d'entretenir 80 sous-inspecteurs, avec un salaire annuel et total de \$52,434.43 et qui nous coûtent en sus \$6,118.87 pour le loyer de leurs bureaux et \$11,587.37 en frais de route, &c., (tel que constaté dans le 4e rapport

sur le service des poids et mesures 1878), nous devrions donner cette inspection à nos Percepteurs du Revenu, dans chaque district. L'on économiserait ainsi, chaque année \$70,140.77.

FONDS DE PENSIONS ET DE RETRAITE.

En 1877, le pays a payé \$113,028.49 à diverses personnes retirées du service civil du Canada en vertu de la 33e Vict. chap. 4, tel qu'il apparaît à la page 104 des Comptes Publics de 1877. Ce système, quoique juste, pour les personnes qui ont ruiné leur santé au service de l'Etat, qui pourrait se l'imaginer? devient une source féconde de honteuses transactions! Car, quand M. Mackenzie a quel qu'un à placer, il met à la retraite, forcément même, un ancien employé, pour installer le nouveau dans sa position. Ainsi l'on paye souvent deux salaires au lieu d'un. C'est ainsi que l'on a fait à l'égard de M. Burland de St. Jean, de M. Lacroix de Montréal, etc., pour placer M. Philippe, Dufresne et autres.

LES RAILS D'ACIER

Par cette transaction malheureuse, faite par M. Mackenzie sans la sanction préalable du Parlement, (voir votes et délibérations du 31 mars 1878 sur la motion Bowell,) nous avons perdu \$2,000,000, tant sur l'achat des 50,000 tonnes que sur le transport, l'assurance et l'intérêt sur le prix de cet achat, savoir en tout \$3,433,149.

Ces rails d'acier sont un moyen de corruption, mis à la disposition du gouvernement, pour séduire certains membres des Communes. Avions-nous besoin de ces rails d'acier au temps de leur achat à \$20 la tonne plus cher qu'elles ne valaient alors? Je dis non. Car 5,000 tonnes de ces lisses sont déposées inutilement sur l'île de Vancouver, 11,000 tonnes sont à la Nouvelle-Ecosse et le reste éparpillée depuis Kington à Manitoba. (Discours de M. Brown au Sénat.)

L'ÈRE DES SCANDALES.

Les scandales succèdent aux scandales sous le règne du gritis-

me. Celui du canal Lachine a fait perdre au pays au delà de \$75,000.

Le scandale Vail, Jones et Cie, qui ont soutiré du gouvernement, contre leur serment et contre la loi, \$26,693.90 et en outre \$30,000 pour le *Citizen* d'Halifax, pour des impressions valant environ \$10,000, nous ont fait perdre \$16,693.90.

Le scandale Norriss nous coûte \$42,000.

Le job du Havre de Goderich a englouti \$86,175.10 (comptes publics, p. 255, 1877), d'une manière fort peu judicieuse pour ne rien dire de plus.

Le scandale Anglin, où le président même de la Chambre se fait payer illégalement \$20,099.10 pour des impressions, ne valant pas le tiers de cette somme, contre l'acte d'indépendance des membres du parlement. Cette somme était le prix de la trahison Anglin sur la question des écoles du N. B., et sur celle de l'amnistie (voir motion Bowell 9 avril 1877, rapportée à la page 360 des votes de la Chambre.)

Le scandale du havre d'Ingonish dit de McKenzie (voir motion McDonald, p. 357, votes de 1878.)

Le scandale Babin où \$15,000 sont jetées en pâture pour acheter ce spéculateur à Metighan, N. E.

Le scandale du terrain Frédéricion où le gouvernement perdait \$99,000 au profit des Burpee.

Le job Cooper et Fairman, et celui de la "Red River Company," sur le prix et le transport des rails qui nous ont fait perdre \$79,338 tel qu'établi, dans la séance du 17 avril dernier, par le sénateur McPherson, en présence du sénateur Brown qui ne relève pas ces chiffres.

CE QUE NOUS ONT DONNÉ LES GRITS.

Les grits ont crié contre les dépenses administratives des conservateurs, avant leur ascension au pouvoir. Cependant, dans le propre Budget de 1874, nous voyons, p. 2, un état comparé des demandes des conservateurs, savoir: \$34,685,906.81 en 1873 et celles des grits en

1874-75, soit : \$41,906,415.15. Ce qui constitue pour la première année de leur règne, \$7,220,509.24 d'augmentation.

Non contents d'augmenter les dépenses et de placer une légion d'employés de plus que leurs adversaires, nos gouvernants, pour se débarrasser des chercheurs de places, créèrent le gouvernement de Keewatin, dont le coût annuel sera de \$65,000 tandis qu'un seul magistrat et quelques officiers de police suffiraient pour maintenir l'ordre dans ce territoire inhabité.

La Gour Suprême, où nos grits vont s'asseoir si heureusement avec un salaire de \$7,000 par année, est une invention libérale pour laquelle la Puissance paie \$56,000 par année.

Nos grits criaient fortement contre l'annexion du Manitoba vers 1870 et ils viennent, (en Mai 1878,) d'acquiescer tous les territoires du Nord-Ouest jusqu'aux mers polaires.

A la page 424 des votes et délibérations de 1878, le 7 mai, je constate une octroi de \$12,000 par mille au *Canada Central*, sur une distance de 120 milles, soit \$1,440,000 pour favoriser un chemin de fer local dans Ontario, et le 7 mai 1878 M. MacKenzie et ses fidèles, rejettent la motion Cameron demandant à ce qu'aucune subvention ne soit accordée à ce chemin, à moins que la Compagnie ne se conformât aux dispositions de l'acte des chemins de fer.

Le même jour, 7 mai 1878, le gouvernement rejette la motion Bowell qui voulait, avec prudence, que l'on ne sacrifiât pas nos lisses d'acier, sans être certain qu'elles seraient employées dans un but utile et non pas pour d'autres fins que celles proposées.

Sourd à la voix de la justice, M. McKenzie tient son fouet levé sur la tête des grits et ceux-ci, courbés en esclaves, sous la volonté du maître, ruinent notre pays, démoralisent nos populations, détruisent notre commerce, anéantissent nos manufactures. En vain le Sénat, veut-il relever la tête et conjurer l'orage, M. McKenzie se lève et

propose le 6 mai courant, P.414 des votes et délibérations, C. C.) que "cette Chambre n'acquiesse pas aux amendements faits par le Sénat au bill (52 du chemin du Pacifique)" et sa majorité moutonnaire, grossie de M. Béchard, votre député, étouffe la voix de nos libres-sénateurs. Les esclaves qui nous représentent ploient l'échine. Nous sommes vendus ; nos intérêts sont livrés à nos ennemis.

L'ÉMIGRATION

qui en 1872, la dernière année du règne conservateur ne coûtait que \$277,368 pour 36,901 émigrants, soit \$7.66 par tête, a coûté en 1875, \$302,770 pour 16,038 émigrants, soit \$18.90 par tête ; et en 1876 \$385,845, pour 10,901 émigrants, soit \$26.55 par tête ; et en 1877 elle nous a coûté \$229,652 sans résultats pratiques, les émigrants passant, en partie, vers l'Ouest des E. U. (Comptes publics p. 110). C'est ainsi que M. MacKenzie entend l'économie.

FAUX-FUYANTS GRITS.

M. Béchard nous a dit tantôt que son gouvernement avait été obligé d'endosser les obligations du passé et que Sir John avait gouverné par la corruption. Le premier ministre donna un démenti formel à cette accusation, le 28 février dernier, en plein parlement, en répondant au Dr. Tupper. "Je n'ai jamais dit que l'ancien gouvernement était corrompu," affirme MacKenzie.

Aucune des assertions de M. Béchard, l'esclave du gouvernement actuel, comme il l'a admis lui-même, est controuvée par les faits. Il nous accuse d'avoir, les premiers, imposé la taxe sur le tabac et lors du règne libéral de 1863, je vois que cette taxe fut imposée, à cette époque, pour la première fois. De fait, nous lisons dans le tarif d'alors :

Pour le droit de manufacturer du tabac.....	\$100.00
Pour le droit de vendre du tabac.....	20.00
Sur chaque livre de tabac haché, etc., manufacturé dans le pays.....	\$ 0.10

Sur toute autre description de tabac, par livre.....	0.10
Pour permission de faire des presses à tabac, par presse.....	20.00
Etc., Etc.	

M. Béchard vous a dit aussi que les dépenses s'élevaient constamment de 1867 à 1873.

Les comptes publics démontrent au contraire, malgré les grands travaux exécutés par les conservateurs, l'invasion féniennne et l'annexion des Provinces, que les dépenses étaient bien moindres alors qu'elles ne sont aujourd'hui. La première année de la Confédération, d'après les données de M. Béchard, nos dépenses furent comme suit :

1867-68.....	\$13,486,072
1868-69.....	14,028,084
1869-70.....	14,345,509
1870-71.....	15,626,081
1871-72.....	17,589,468

Etablissons la comparaison : Les grits nous promettaient l'économie, et cependant en 1873-74, leur première année de règne, ils dépensent, non seulement les sommes votées, mais ils se trouvent en face d'un déficit considérable, qui nécessite de nouvelles taxes sur les objets de première nécessité, tels que le thé, le café, le sucre etc.

Ainsi M. MacKenzie a augmenté les dépenses de plusieurs millions, comme je l'ai démontré plus haut, après avoir accusé ses prédécesseurs d'extravagance.

LE DEFICIT

cette année est de \$1,460,027.56, malgré les taxes exorbitantes que nous payons au trésor fédéral. Non encore satisfait, le quatre mai, le gouvernement, appuyé de sa majorité esclavé, demande encore \$848,290 d'estimés supplémentaires, et le surlendemain, au moment même où un grand nombre de députés ont laissé la Chambre pour retourner chez eux, fatigués d'une si longue session, M. MacKenzie vient encore, avec une autre feuille supplémentaire demander \$1,976,114.30 pour terminer l'année fiscale du 30 juin prochain ! En sorte

que le déficit réel de cette année se trouve porté à \$3,284,431.89 !!!

M MacKenzie qui sait que son règne sera court, ne s'occupe guères de parer aux catastrophes de l'avenir. Après avoir demandé, dans son budget de 1877-78 : \$34,499,567.96 il ne s'arrête pas là, il réclame, par ses estimés de 1878-79 l'énorme somme de \$39,334,882.45 soit \$4,996,557.89 d'augmentation. (Voir Budget de l'année 1878-79.

NOTRE DETTE FEDERALE,

Déduction faite de l'actif de la Puissance, est de \$133,208,694.45 (appert au premier tableau des comptes publics de 1877.) Répartissez cela sur nos 4 millions de population et vous aurez une moyenne de \$33.33 par tête. Où allons nous ?

Le peuple, fanatisé par l'esprit de parti, semble vouloir ne plus rien entendre. Bientôt il ne s'appartiendra plus.

Notre crédit est affecté, notre honneur national foulé aux pieds, nos espérances anéanties, nos manufactures détruites, la vertu politique bafouée, nos positions et nos charges mises à l'enchère, des taxes exorbitantes pèsent lourdement sur nos épaules. Voilà le résultat de la politique grite de M. MacKenzie.

Si encore le gouvernement avait un seul acte méritoire à son crédit, nous pourrions peut-être le sauver. Hélas ! moins heureux que ce pénitent qui s'accusait d'avoir commis toutes sortes de crimes, mais qui, au moins, avait pour les racheter, une bonne œuvre à son avoir, celle d'avoir sauvé une âme, sous les circonstances suivantes : J'étais, dit-il, sur un baleinier américain et comme il se trouvait à bord un incrédule, je pris le parti de le convertir. Je lui attachai un câble en dessous des bras et le plongeai à la mer. Le retirant, il ne croyait pas encore. Nouveau plongeon, même incrédulité. Alors je remets mon incrédule à la mer. Quand je le retirai il respirait à peine, mais il était converti, il croyait ! Alors content de sa foi, sûr qu'il mourrait en

croquant, certain de son salut; je le lançai définitivement, au fond de l'abîme!

LE CRI D'ALARME.

Justement alarmés des conséquences désastreuses pour notre pays, de la politique grise, des hommes de cœur ont, en vain, essayé de remédier au mal. Dans ce but, McCarthy pousse un cri de détresse. 52 députés y répondent, mais M. Béchard et 85 de ses collègues restent sourds à la voix de cette sentinelle de nos droits et votent contre la motion McCarthy, laquelle se lit comme suit à la p. 431 des votes et délibération de la C. C. du C., le 7 mai 1878 :

“Résolu : Que cette Chambre regrette qu'en face des déficits annuels survenus depuis que l'administration actuelle est au pouvoir et s'élevant à \$3,360,812.62 (ainsi qu'il appert aux comptes publics,) les dépenses publiques n'ont pas été diminuées de manière à les limiter aux revenus et qu'au lieu d'adopter pratiquement une politique de retranchement, le gouvernement a dépensé plus en 1874-75, 1875-76, 1876-77 que le montant le plus élevé qui avait été dépensé avant 1874-75.”

Cette motion est perdue par le vote même de ceux qui, le 5 Mai 1870, sur une motion analogue de l'Hon. A. A. Dorion, avaient voté le contraire. Malheureusement, M. Béchard est un de ceux là ! Où est donc sa belle indépendance d'autrefois ?..... Il vous l'a dit : il est l'esclave de M. MacKenzie ; il se courbe toujours ; le maître est là ; l'humble serviteur ne fait qu'obéir.

Hélas ! les plaintes et les supplications du pays qui demande instamment des réformes, ne sont plus entendues. Un nuage fatidique couvre la vue de nos gouvernants. Ils ne voient ni les malheurs de la situation présente ni nos désastres financiers, ni les larmes de ceux qui ont faim, et qui gémissent, sans ressources et sans travail.

L'ESPRIT DE PARTI.

Votre député est coupable de cet état de chose, car le 9 février 1877, par esprit de parti, il endossait toute la politique désastreuse du gouvernement, en secondant l'adresse au discours du trône. Permettez aujourd'hui au peuple, parlant par ma voix, de lui demander compte de ses actes.

Cependant, soyons vraiment libéraux, soyons généreux pour les hommes et pour leurs imperfections personnelles ; abandonnons pour toujours le terre-à-terre des personnalités offensantes, pour nous occuper exclusivement que des actes publics de nos hommes d'Etat. La politique a assez de déboires et d'ennuis par elle-même pour que nous ne venions pas encore jeter, par nos attaques intempestives, une nouvelle goutte de poix sur ses plaies brûlantes. Relevons le débat à sa véritable hauteur. Pour moi, je ne puis oublier entièrement nos représentants en cette circonstance, pour ne m'occuper que de leurs actes publics, tels que consignés dans les livres, dans les journaux de la Chambre, dans les documents officiels.

Ouvrons ensemble ces preuves irréfutables de la conduite imprudente du gouvernement, et jugeons les sans passion, comme sans colère, sans faiblesse comme sans partialité.

L'esprit de parti nous divise, nous ruine et nous perd. Cependant les chefs passent vite ; les partis s'éteignent, mais les principes restent toujours, pour notre bien ou notre malheur. Heureux le peuple qui sait s'élever au-dessus de la poussière des partis et habiter les régions plus sereines de la vérité et de l'honneur !

Si notre lieutenant-gouverneur eut mieux compris ces principes, nous n'aurions pas à gémir sur les conséquences désastreuses du coup d'état, qui vient de saper à sa base, le gouvernement responsable, gagné au prix du sang des nôtres et mettre en danger notre autonomie nationale.

LE RADICALISME.

Je voudrais, Messieurs, discuter les grands principes qui devraient servir de base à notre politique canadienne. Hélas ! il me faut descendre dans les sentiers flétris de la politique des partis : il me faut suivre le gouvernement dans ses actes, dans ses votes, dans ses mesures et dans sa législation, tâche ingrate et ennuyeuse, mais nécessaire, pour le mieux juger.

La discussion des principes abstraits, nous fatigue. Il nous faut interroger les faits ; notre esprit ne s'habitue que difficilement à planer dans les sphères supérieures. Là, près du soleil, notre vue ne saurait en soutenir l'éclat ; l'ombre est l'état de nos sociétés modernes ; l'intelligence ne monte plus ; la mauvaise presse jette quotidiennement, par milliers, ses ignobles productions. Notre pays est déjà saturé de son poison. Où est le remède aux maux de notre société ? C'est le secret de l'avenir. L'on dirait, par les convulsions que notre patrie vient de manifester à la suite des élections, nécessitées par le coup d'état, surtout dans le district de Québec, que la situation de notre société est des plus alarmantes.

L'incendie éclate : Le *Ca ira* est de mode. Le libéralisme a un voisin dangereux qui est le radicalisme. De leur alliance monstrueuse naîtra bientôt toutes sortes de maux, pour notre pays. A la lueur sinistre de ses torches incendiaires, le peuple, et ceux qui ont mission de le guider, dans les sentiers du droit, de la justice et du devoir, verront-ils assez clairement le danger pour conjurer l'orage ? Où est la vie qui nous avertira de l'écueil ? Où est la sentinelle qui, la nuit, nous avertira de l'approche de l'ennemi ?

FAUSSES ACCUSATIONS.

Le parti grit a accusé, vingt ans, le parti conservateur d'extravagance. Cependant, M. Cartwright, ministre de l'administration actuelle, dans sa fameuse circulaire du 19 octobre 1875, donne un démenti

formel à l'accusation d'extravagance lancée au parti conservateur. De fait, M. Cartwright dit : "*The whole of this debt has been incurred for legitimate object of public utility.*"

"Toute la dette, (créée par les conservateurs) a été encourue pour des objets légitimes, d'utilité publique."

M. Cartwright, parlant du revenu, dit : "Le revenu, sous le règne des conservateurs, a montré un surplus continu, chaque année, depuis la Confédération en 1867, quoique dans l'intervalle, ce revenu ait été chargé de grandes dépenses d'une nature exceptionnelle, telles que les attaques féniennes, l'acquisition et l'organisation des nouveaux territoires et les dépenses occasionnées pour une force adéquate propre à défendre le Dominion. Ainsi, en

	Revenu.	Dépenses.	Surplus.
1868....	£2,851,672	£2,809,803	£ 42,049
1869.....	2,995,661	2,924,601	71,060
1870.....	3,231,714	2,988,648	243,066
1871....	3,867,112	3,124,516	742,496
1872.....	4,142,963	3,517,893	625,070
1873....	4,276,740	3,939,996	336,744
1874.....	4,973,649	4,791,023	182,626

Ainsi, continue M. Cartwright, le surplus, depuis la Confédération, est de £2,443,111 ou \$10,222,066.

Comment, en face de ce résultat, les grits sont-ils assez audacieux pour reprocher aux conservateurs leurs extravagances ?

L'HYPOCRISIE ORGANISÉE.

On disait que Sir John et Sir George ruinaient le pays ; que les salaires étaient trop élevés ; que les employés étaient trop nombreux. L'on se récriait contre les émoluments de nos Gouverneurs ; l'on réclamait, à grands cris, une protection plus efficace pour nos industries. Le *Pays* de Montréal, organe des libéraux avancés, rédigé en grande partie par l'Hon. L. A. Dessaulles, tonnait contre les abus du pouvoir, et minait sourdement les chefs du grand parti patriotique de 37. Ses doctrines avancées nuisaient à un certain nombre de jeunes gens qui voulaient arriver à tout prix. L'hypocrisie fut leur arme : le *Bien Public* fut fondé. Ses rédacteurs réclamaient

ardemment la "protection." M. Beausoleil fit, sur cette question, un travail très-bien élaboré, dans lequel il démontre les désastres du libre-échange, pour un jeune pays comme le nôtre, et où il réclame, comme une nécessité, la réforme du tarif canadien. M. David écrit en faveur de nos industries nationales; M. Laurier veut voir la fumée des manufactures s'élevant des rives de la rivière Nicolet; M. Jetté recueille la succession de Sir Georges. Les anciens chefs du parti de l'*Avenir* s'effacent. MacKenzie s'empare du pouvoir au moyen de l'hypocrisie organisée. Le peuple espère. Pauvre peuple, que tu paieras cher tes illusions!

CERTAINES DÉPENSES COMPARÉES.

De fait, le Canada qui était prospère alors, est dans la pire des conditions financières, à présent. La richesse nationale n'existe plus. Notre dette s'accroît constamment depuis quatre ans, et les intérêts sont aussi augmentés de \$1,583,034 (Comptes Publics et Budget).

	<i>Dettes totales.</i>	<i>Intérêt total.</i>
1873.....	\$130,778,098.53	\$5,549,374
1874.....	141,163,551.33	6,122,884
1875.....	151,663,401.62	6,340,036
1876.....	161,204,087.86	6,753,171
1877.....	174,675,834.97	7,132,408

Ainsi l'augmentation totale de notre dette, déduction de \$11,000,000 d'avoir, est de \$33,897,736.44, et l'augmentation totale de nos intérêts de \$1,583,034!! (Voyez discours de M. MacPherson au Sénat, 3e brochure p. 16); et cependant les grits ne crient plus à la ruine, comme avant 1873!

Les salaires étaient trop élevés! Alors pourquoi les avoir augmentés encore? Pourquoi ne pas les avoir réduits? Pourquoi avoir payé en 1874-75-76 \$175,000 pour les employés de seize départements qui ne coûtaient, en 1872-73-74 que \$150,000? (appert. au budget de 74-75 et suivants p. 12).

Pourquoi avoir dépensé, pour les différents départements \$3,677,398 de plus en 1876 qu'en 1873 (Cpts publics et McPherson, p. 37)

Les employés étaient trop nombreux! Pourquoi MacKenzie, avec

une majorité d'au delà de 100, ne les a-t-il pas destitués? Pourquoi en a-t-il augmenté le nombre de 1508?

Par une réponse faite à une adresse de la chambre des communes par le gouvernement MacKenzie, il appert que pendant les années 1873-74 1874-75 et 1875-76 le gouvernement a dépensé les sommes suivantes dans chaque Province et les a payées aux journaux de ces provinces, soit pour annuïtés soit pour souscriptions, savoir:

Provinces:	1873-74	1874-75	1875-76
Ontario.....	\$2,348 56	\$3,130. 18	\$3,540.20
Québec.....	2,145 12	2,174 51	3,428.66
N.-Écosse.....	283 28	405 13	468 78
N.-Brunswick.....	463 12	288 25	588 31
Ile du Prince-Edouard.....	25 00	54 42	74 88
Manitoba.....	124 50	90 03	150 05
Terre-Neuve.....	21 16		34 07
Col. Britannique.....	36 00	314 00	312 40
	\$5,507 42	\$7,446 52	\$8,543 64

La conséquence à tirer de ces chiffres, c'est qu'en 1875-76 le gouvernement MacKenzie a dépensé pour annuïtés et souscriptions \$8,543 64, tandis qu'en 1873-74 c. tte dépense n'était que de \$5,507.42, c'est-à-dire, qu'en deux ans, cette dépense a augmenté de \$3,036 22.

Les pensions qui en 1874 sont de \$73,948.63 (Tableau p. 108 des comptes publics de 1874) (s'élevaient, en 1877, à la somme de \$113,028.46! (p. 104, C. P. 1877) soit une augmentation de \$39,079.83 depuis le règne de McKenzie!!

L'administration de la justice coûtait en 1877 (p. 76 C. P.) \$565,597.84 Elle ne coûtait en 1873-74 (p. 86 C. P.) que 459,037.49

Soit une augmentation de \$106,560.35

Je lis à la page 10 partie I, comptes publics 1877 que pour collecter \$12,556,767.57 nous avons payé \$721,604 95 tandis que pour collecter \$14,410,583.19 en 1874 (p. 8 partie I des comptes publics) nous ne payions alors que \$658,299.34.

Ainsi, sous le régime conservateur, nous dépensions \$63,305.61 de moins, tout en collectant \$1,853,815.62 de plus que les grits. Et vous appelez cela le règne de l'économie? En vérité nous sommes bien aveugles! C'est à décourager les hommes honnêtes!

LES PROMESSES ET LES ACTES.

Dans le programme national de 1872, nous lisons :

30. Réduction du nombre des ministres ;

40. Diminution du salaire du Gouverneur ;

50. Réduction du nombre des employés publics ;

70. Amélioration de nos voies de communication intérieure pour faire prendre au commerce de l'Ouest la voie du St. Laurent ;

80. Opposition à la construction du Pacifique, par octroi du gouvernement, tant que le Nord-Ouest ne sera pas suffisamment colonisé ;

90. Obtention du droit absolu de régler nous-mêmes nos relations commerciales avec les autres pays de manière à assurer l'établissement de manufactures en Canada.

Au lieu de réduire le nombre des ministres, les grits l'ont augmenté. — *Première déception !*

Les grits demandaient la réduction du salaire du Gouverneur. Alors, pourquoi avoir voté au Gouverneur, pour son voyage au Manitoba, en 1877, en sus de ses \$50,000 de traitement annuel, une somme additionnelle de \$10,573.94 ? (Réponse No. 39 à un ordre de la Chambre du 25 nov. 1878.) — *Deuxième mensonge !*

Les adversaires du gouvernement conservateur réclamaient une réduction du nombre des employés publics ! 1,508 nouveaux ont été appointés par eux ! — *Troisième duperie.*

Ils demandaient l'amélioration de nos voies de communication intérieure, pour attirer le commerce de l'Ouest ! Cependant M. Mackenzie détourne tout ce commerce au profit des Américains, en leur permettant l'usage de notre Pacifique Canadien, en creusant les écluses du Fort Francis et en laissant embrancher le Northern sur notre chemin du Pacifique par Pembina. — *Quatrième flouterie.*

• Opposition à la construction du Pacifique, comme inutile avant la colonisation du Nord-Ouest ! Et voilà que les grits affirment que la

construction de ce chemin va coûter \$200,000.000 ! — *Cinquième trahison.*

LES MANUFACTURES PROMISES.

Enfin, le programme libéral-grit nous promettait un tarif propre à assurer l'établissement des manufactures en ce pays !

Voilà la grande promesse. Voyons si notre gouvernement a été plus sincère sur cet important sujet, que sur les autres.

Cette question implique celle du libre-échange et de la protection. Les principes qui régissent ces questions, en tant qu'appliqués à différents pays, ne sont pas absolus. Au contraire, ils s'adaptent aux exigences des revenus, des besoins, des ressources et des relations de ces pays. L'on ne doit évidemment se protéger que sur des objets que nous ne produisons pas nous-mêmes. Le libre-échange convient aux nations riches, dont les différentes industries ont atteint un haut degré de perfectionnement. Les peuples nouveaux ont besoin de protection pour créer leurs manufactures et développer leurs ressources naturelles.

L'industrie française a pris son essor sous Louis IV ; elle est due au système douanier du Grand Colbert. Amédée Gabourd (2 vol. Hist. de France, 3e Ed. p. 111) s'exprime ainsi à ce sujet : "Colbert imposa des règles sévères au travail, mais il s'attacha en même temps, à lui assurer le marché national. Les produits de l'industrie étrangère furent frappés de droits répulsifs qui en rendirent l'importation en France fort onéreuse."

Frappé de l'infériorité des manufactures françaises, le grand ministre fit de prodigieux efforts pour les développer en les protégeant contre la concurrence étrangère. Il poursuivit, avec rigueur, les contrebandiers, afin d'empêcher les objets étrangers d'arriver en France. Cette protection assura le développement des industries françaises. Cette protection doit diminuer naturellement à mesure

que l'industrie nationale peut soutenir la concurrence étrangère. L'Angleterre a bien compris ce principe, et tandis qu'elle réclame ardemment de toutes les autres nations l'abaissement des tarifs, elle s'obstine à maintenir les siens assez élevés pour empêcher les autres d'arriver chez elle ; voilà l'un des grands secrets de son omnipotence commerciale.

La nation anglaise séduite par les avantages du libre échange a abaissé ses barrières depuis peu. L'effet en fut désastreux pour elle ; Le fer belge y arrive à si bas prix que ses opérations minières sont arrêtées et que les grèves y sont à l'ordre du jour. Les théories libérales de Gladstone ont nui considérablement à L'Angleterre depuis quelques années.

Napoléon III, entraîné par les séduisantes théories libres-échangistes de Cobden, voulut les faire essayer à la France, en dépit des protestations de l'industrie nationale. Les désastres financiers en furent la conséquence.

De fortes réclamations se produisirent au corps Législatif. Thiers qui connaissait le prix du travail et Puyser-Quartier firent des discours, restés célèbres, pour le rappel du traité, avec l'Angleterre. Le peuple, aussitôt après Séjan, s'empresse de récompenser ses défenseurs : Thiers est appelé à la présidence et Puyser-Quartier est nommé ministre du commerce. Si l'Angleterre est arrivée à un très-haut degré de prospérité, elle le doit à la protection. Ainsi en est-il des Etats-Unis. Dès après 1790, les questions économiques y furent fortement agitées. Washington, Hamilton, Jefferson, etc., virent que le secret de la prospérité du peuple et de son indépendance reposaient dans la protection. Aussi dès 1872, Hamilton, secrétaire-d'état, fait un rapport au Congrès en faveur de l'imposition de droits élevés sur les objets de fabrique étrangère. L'Angleterre s'émue, et à Manchester seulement, l'on souscrit un demi-million pour l'achat de marchandises, au rabais, destinées aux Etats-Unis, afin de

les inonder et d'y empêcher l'établissement des manufactures. Henry Clay vengea les Américains quelques années après (1824). Ce système infâme est aujourd'hui pratiqué contre le Canada par les Etats-Unis, à la connaissance de notre gouvernement, qui ne fait rien pour en arrêter les désastreux effets ! La France s'insurge en ce moment en faveur de la protection. Les Etats-Unis agissent de même. McKenzie refuse l'entrée des vins français, en franchise, afin que la France nous laisse arriver, avec nos vaisseaux, sur ses marchés, aux mêmes conditions que l'Angleterre. Ainsi, les chantiers de navires sont suspendus, et des milliers d'ouvriers se trouvent sans travail dans tout le pays, mais surtout à Québec et dans les Provinces Maritimes. Ainsi, l'histoire industrielle de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis est là pour témoigner en faveur du système protecteur, qui est une vérité frappante pour tous, excepté pour notre gouvernement, qui semble frapper de cécité. Au lieu d'élever notre tarif sur des objets manufacturés en ce pays, l'on impose des droits sur le thé, le café, le sucre, etc, que nous sommes obligés d'acheter à l'étranger. C'est le renversement du sens commun, c'est le sacrifice de nos intérêts les plus chers.

En vain réclame-t-on, M. Carthwright est sourd à la voix du peuple. Le 15 mai 1874 (Journaux C. C. p. 249) M. Baby propose de ne pas taxer le thé ni le café ; le gouvernement, suivi de M. Béchard et de ses amis, nous impose cette taxe.

Le 30 mars 1876, (P. 252 Votes et D. C. C.) M. Colby propose de réduire le droit sur l'huile de charbon ; le gouvernement rejette cette motion par une majorité de 60 voix ; un an après, il adopte la motion Colby !

Pour favoriser les Américains M. Carthright ruine nos commerçants Canadiens. Ainsi comme l'a prouvé la Minerve dans l'article suivant "il abolit le droit de 10 p. 100 sur les thés venant des Etats-Unis que le Gouvernement Conservateur avait

imposé pour encourager l'importation directe de la Chine et du Japon et faire profiter notre commerce des bénéfices qui vont aujourd'hui aux Américains, la presse conservatrice avertit le gouvernement rouge qu'il allait tuer ce commerce. M MacKenzie se contenta de rire. Les importateurs de thé durent fermer boutique les uns après les autres et se réfugier aux Etats-Unis.

Avant l'abolition de ce droit, nous importions de la Chine et du Japon pour \$ 1, 224, 506 de thé. Aujourd'hui ce commerce est tombé à \$ 418, 606. En revanche, aujourd'hui, nous importons des Etats-Unis pour \$ 1, 734, 652 de thé et rien des pays de production. N'est-ce pas que c'est admirable ?

En étudiant le tableau suivant, extrait des *Rapports du commerce et de la navigation*, on comprendra toute l'étendue des pertes que nous a fait subir M. MacKenzie :

Thé entré pour la consommation venant de la Chine et du Japon.

1874.....	\$1,224,506
1875.....	657,428
1876.....	948,259
1877.....	418,806

Thé entré pour la consommation venant des Etats-Unis.

1874.....	\$ 519,701
1875.....	1,273,578
1876.....	1,819,543
1877.....	1,734,652

Importations de thé pour les 12 mois finissant le 30 Juin 1877.

Venant des Etats-Unis.....	4,088,702 lbs.
Venant de la Chine.....	120,898 "
Venant du Japon.....	572,698 "

Montant du commerce avec la Chine.

1874.....	\$1,263,728
1875.....	694,472
1876.....	971,314
1877.....	455,755

Le commerce de sucre a été traité comme celui du thé. Le tarif l'a tué. Le sucre que nous importions brut des Antilles pour le raffiner ici, nous allions l'acheter aux Etats-Unis et en Angleterre, sucre avarié la plupart du temps. En 1874, nous achetions aux Antilles pour \$919, 517 de sucre, et en 1877 pour \$61, 826. Comme pour le thé, ce sont

les Etats-Unis qui vont acheter aux Antilles du sucre qu'ils nous revendent et que jadis nous achetions directement nous-mêmes.

Le tableau qui suit est aussi éloquent que le précédent :

Sucre entré pour la consommation venant d'ailleurs que des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne :

1874.....	\$1,902,255
1875.....	1,724,933
1876.....	1,296,923
1877.....	615,972

Sucre importé des Antilles :

1874.....	\$ 919,517
1875.....	1,023,143
1876.....	868,846
1877.....	610,716

Importations des 12 derniers mois :

Des Etats-Unis, lbs.	29,964,053	\$2,009,591
De la G.-Bretagne...	48,506,871	2,638,587
Des Indes.....	1,319,609	61,824

Calculez maintenant ce que nous payons aux navires et aux marchands américains en fret et commissions, et vous aurez le montant de ce que nous fait perdre M. MacKenzie. L'affaire ici est claire et saute aux yeux de tout le monde."

Ce qu'il faut au peuple, c'est du travail ; car, le travail est la source la plus féconde de la richesse d'une nation ; de rien il crée. Chaque journée d'homme perdue est une perte de un dollar pour le pays. Ce dollar est envoyé pour faire venir de l'étranger, un objet que cet homme aurait pu faire, pendant sa journée perdue. Cet exemple suffit pour démontrer la nécessité absolue de

LA PROTECTION.

Ce qu'il nous faut, messieurs, c'est une politique plus large, plus noble, plus relevée. C'est surtout une politique nationale et protectionniste. Ce n'est plus une question d'hommes, c'est une question de vie ou de mort nationales, c'est une question d'avenir ; c'est une question de travail et de pain. Nos ouvriers, qui, sous le régime bien faisant des conservateurs, gagnaient \$1.50, 82. à \$3 par jour, sont réduits à 80 centins par jour, c'est-à-dire à la ruine, à la misère

et au découragement. Nos cultivateurs découragés, abandonnent le sol qu'ils ont tant aimé pour chercher du travail à l'étranger. On les laisse à la merci des Américains, et l'on pousse la bonhomie jusqu'à traiter cela de libre-échange ! Le libre échange n'est possible qu'entre nations dont les ressources sont variées, mais d'égale valeur, dont les produits différents sont nécessaires aux uns et aux autres. La protection est d'une absolue nécessité pour une jeune nation qui ne fait que commencer à développer son industrie. L'Angleterre nous offre un exemple frappant de cette vérité. La France fut tellement prospère sous le régime protectionniste, qu'après ses fautes et sa chute, cette France écrasée, et comme la Niobée des peuples—pleurant à jamais ses filles perdues, l'Alsace et la Lorraine— a pu racheter son territoire et chasser ses vainqueurs à coups de milliards. Qui donc a fait les treize petits états américains de 1776 si grands, si prospères et si riches ? N'est-ce pas la protection ! La protection signifie travail, développement de nos industries, création de nos richesses.

LE FAVORITISME.

Le 10 avril 1876, (P. 310 Votes et D. C. C.) M. Bowell demande à ce que les rails de fer, enlevés des chemins de fer du gouvernement, soient vendus à l'encan, de manière à rapporter un bénéfice à la Puissance. Cette motion si juste est rejetée par le gouvernement.

Tandis que notre province s'épuise pour construire des chemins de fer, le gouvernement d'Ottawa jette, en pâture, aux autres provinces, pour acheter ses soutiens, d'énormes quantités de ces lisses de fer, qui nous appartiennent, à tous. Ainsi :

	Taux.	Qta.	Qrt.	lbs
L'embranchement d'Elgin a reçu.....	1395	15	3	26
L'embranchement de Chatham a reçu.....	985	5	1	22
L'embranchement de la Cie d'Acier du C.....	480	14	2	12
L'embranchement de Hillsboro.....	302	8	3	8

Le chemin de fer de St. Martin et Upham ... 995 2 2 10
(Voyez réponse No. 161, à un ordre de la Chambre du 15 fév. 1877.)

Le 23 mars 1877, (Votes et D. C. C. p. 188-190,) le Dr. Orton, voyant le triste état dans lequel sont réduits nos cultivateurs canadiens, qui sont à la merci des Américains de l'Ouest, veut faire revenir le gouvernement sur son tarif. Le gouvernement, supporté par M. Béchard, rejette l'amendement Orton.

DÉSASTRES DE L'ACTE DE FAILLITE.

L'acte de faillite détruit la moralité commerciale, ruine nos commerçants, fait sombrer notre crédit, le 3 avril dernier, (p. 238, Votes et Délib. de 1876), un membre propose de l'amender : 68 votent en faveur de la motion Bourassa ; MacKenzie le fait rejeter par un vote prépondérant de 72 !

Sur interpellation de M. Ross (p. 40, *Hansard*, 1877), M. Blake avait déclaré que cet acte ne serait pas abrogé.

M. Laflamme a répété la même chose cette année. Cependant, je constate dans le rapport du ministre de l'agriculture (1877, p. XII) qu'il y eut 797 faillites dans l'Ontario, ayant \$9,936,971 de dettes, et que la commission des syndics s'y est élevée à \$37,618. Les dépenses légales et autres ont été de \$196,718.

Le total des faillies, en 1876, est de 1,588 ; leurs dettes s'élevèrent à \$31,346,154.

La commission des syndics perçoit \$89,802 ; dépenses s'y rapportant, \$501,779.

Dépenses légales, \$61,356.

Ainsi, les syndics, la loi et autres dépenses, ont coûté à la Puissance, en une seule année, \$653,237 !

Une mauvaise loi qui fait vivre les syndics nommés par le gouvernement, mais qui ruine le pays, et on ne veut pas l'abroger ! Il y a, de toutes parts, des agents de banques routes sollicitant ce nouveau genre d'exploitation. Honte !

Le gouvernement, le 26 avril 1877 (V. et D., p. 359), fait rejeter la motion Rochester, qui demandait

que l'impôt sur le malt soit réduit à un centin par livre. Par cet impôt direct de deux cents par livre sur le malt, l'orge fut, deux ans, taxée de 50 cents, vu que l'on n'en extrait que 25 lbs. par minot; ce qui, anéantit le commerce de l'orge et qui fait qu'au lieu de la vendre \$1.20, le cultivateur est obligé de la sacrifier pour 60 centins. Car le brasseur déduit l'impôt sur son prix d'achat.

Cette question a été réglée, plus avantageusement pendant la dernière session.

INJUSTICE DES TARIFS DIFFÉRENTIELS.

Une ère de prospérité se leva sur notre Canada, de 1856 à 1866. C'était celle du traité de réciprocité commerciale avec nos voisins. Ce traité, fait à l'avantage du Bas-Canada et les Etats de la nouvelle Angleterre, quand l'Ouest des Etats-Unis était fort peu développé, se vit abrogé à cause de la force de la prospérité agricole, toujours croissantes des plaines de l'Ouest.

Le parti protectionniste a pris un tel ascendant dans la République voisine, qu'il est impossible, sur le Canada, d'y pénétrer avec des produits aujourd'hui.

Voyons la différence des tarifs douaniers des deux pays, et nous serons alors mieux en état de juger la situation agricole et industrielle de la Puissance vis-à-vis des Américains. Ces derniers pénètrent chez nous avec leurs produits manufacturés, en bois ou en fer, en payant 17½ pour cent.

Pour arriver aux Etats-Unis avec les mêmes objets, l'on exige de nous 35 par cent.

Ainsi en est-il pour les chaussures, les harnais, les moulins à battre, les instruments agricoles, etc.

Sur notre bois carré, nous payons 1 cent du pied cube; les Américains arrivent ici en franchise. Sur nos animaux vivants, chevaux, vaches, moutons, nous payons 20 par cent aux Etats-Unis; ceux-ci arrivent ici, avec les mêmes animaux, pour 10 pour cent.

Notre sucre d'érable paie 25 par cent et en sus 2 cents par livre.

Nos tissus en coton, rubans, etc., sont prohibés aux lignes par un tarif de 50 par cent par livre et 50 p. cent *ad valorem*. Les tissus américains, de même description, entrent ici en franchise.

La plume à li entre ici pour 17½ par cent, nous payons 30 par 100 *ad valorem*, pour en envoyer aux Etats-Unis.

Les peaux (vertes et crues) viennent ici libres de tout droit, sur celles qui entrent aux Etats-Unis l'on exige 10 par cent *ad valorem*.

Nous payons 15 cents par minot aux Etats-Unis, pour y entrer nos patates; les leurs ne payent que 3½ cents pour arriver sur nos marchés.

Notre blé paye 20 cents par minot, le blé américain entre ici en franchise.

L'orge américain vient ici en franchise, nous leur payons, sur le nôtre, 15 cts par minot.

L'avoine des Etats-Unis arrive ici, libre de droit, sur la nôtre, il faut payer 10 cts. par minot, aux Américains.

Tandis que nous taxons notre propre tabac canadien de 50 par cent (10 cts. par livre) nous recevons le tabac étranger, non-manufacturé, en franchise, (voyez tarif canadien reproduit par Starke's et le tarif américain de Hely's.)

Ainsi une muraille de Chine est élevée contre nous; élevons-en une autre contre les étrangers, afin d'arrêter sur nos frontières leurs produits qui sont plus fatals à notre richesse, à notre industrie et à notre avenir que si des armées pillaient nos campagnes et incendiaient nos villes.

DÉFICIT DU COMMERCE EN 10 ANS.

Nous lisons dans le tableau du commerce et de la navigation de 1877, page V, que le total des exportations et des importations fut comme suit :

	Exportations	Importations
1868.....	\$57,567,888	\$ 73,752,614
1869.....	60,479,781	70,415,165
1870.....	73,583,460	64,814,339
1871.....	74,173,618	96,692,971
1872.....	82,639,663	111,430,527
1873.....	89,789,922	128,011,281

a
sc
sy
un

tés
nu
mo
en
rap
Cha
E
a ve
sur l
000
merc
Ains
positi
Etats-
un in
L'an
des E
(voir t
p. VII.
En
favorab
traire
John, le
délibéra
posa un
demand
rif afin
agricoles
riers de
patriotes
cains à n
réciproci
MacKe
tion si jus
La mot
tinée à rap
de toutes
merce n'a
l'est cette
n'a été aus
courage
jamais la m
Quel est
en rejetant
favoriser les

1874.....	89,351,928	128,213,582
1875.....	77,836,979	123,070,283
1876.....	80,966,435	93,210,346
1877.....	75,875,393	99,327,962
	\$765,300,097	\$998,046,100
		762,300,097
		\$235,746,003

Ainsi, en 10 ans, nous avons appauvri notre pays de l'énorme somme de \$235,746,003. Avec un système pareil, nous courrons à une ruine certaine et inévitable.

En 1873-4-5-6 nous avons importés pour \$61,056,71 d'objets manufacturés des Etats-Unis, dont, pas moins de \$17,000,000 sont entrés en franchise, en Canada ! (Voyez rapport No. 40 à l'ordre de la Chambre. 12 Fév., 1877.)

En 1877, la province de Québec a vendu pour \$371,077 de chevaux sur lesquels nous avons payé \$75,000 de droits. (Rapport du commerce Nos. 72 et 73, 4 mars 1878.)

Ainsi, nous nous trouvons dans une position d'infériorité vis-à-vis des Etats-Unis, bien que nous fassions un immense commerce avec eux. L'an dernier nous avons importé des Etats-Unis pour \$51,312,669 (voir tableaux du commerce 1877, p. VII.)

En face de cet état de chose, si favorable aux Etats-Unis, et si contraire à nos propres intérêts, Sir John, le 12 mars dernier (votes et délibérations C. C. p. 143-144), proposa une motion par laquelle il demandait le réajustement du tarif afin de favoriser nos intérêts agricoles, miniers et manufacturiers de retenir au pays nos compatriotes et de forcer les Américains à nous donner une nouvelle réciprocité commerciale.

MacKenzie fit rejeter cette motion si juste, par sa majorité.

La motion de Sir John était destinée à rappeler la confiance perdue de toutes parts. Jamais le commerce n'a été si stagnant qu'il ne l'est cette année. Jamais le travail n'a été aussi rare ; jamais le découragement n'a été plus profond ; jamais la misère plus complète.

Quel est le but de M. MacKenzie en rejetant cette motion ? Veut-il favoriser les Américains ?

NOUS SOMMES VENDUS AUX E.-U.

Ceux-ci ne cachent plus leur jeu et le *New-York Tribune* (Juin 1877) se moque des manufactures canadiennes en ruine et affirme qu'il y a maintenant, en Canada, un champ libre pour les produits américains !!!

Le 18 octobre dernier, le consul américain télégraphiait à Washington, ces paroles désespérantes pour nous : "A l'avenir, le Canada dépendra des Etats-Unis pour ses manufactures, car il lui serait impossible maintenant d'établir aucune manufacture pour tenir tête à celles des Etats-Unis et leur faire la moindre concurrence."

Voilà donc une preuve évidente que nous sommes trahis, par le pouvoir, au profit des manufacturiers américains.

Triste état de société où la trahison à ses plus chers intérêts, ne paraît pas même comprise ! L'esprit de parti nous a donc fait bien du mal !

LE TRAVAIL EST NECESSAIRE A TOUS.

Nous n'avons plus rien à faire ; l'inaction nous énerve. Le travail, en enrichissant les peuples, relève leur moralité tout aussi bien que celle des individus. La pauvreté affecte le patriotisme : Le patriotisme ne s'exerce que sur un objet déterminé. Un propriétaire dépouillé ne peut pas être un vrai patriote ; il n'a plus rien à défendre ni à aimer. Quand, par une suite de revers ou de faux principes d'économie politique appliqués à notre pays, nous aurons achevé notre ruine complète, alors le règne du patriotisme aura passé.

Le peuple a voulu du changement ; il s'est épris soudain de la passion de la nouveauté politique ; il a voulu essayer de nouveaux maîtres.

Que cet essai lui coûtera cher ! Si au moins la leçon pouvait lui profiter ! Mais l'esprit de parti l'a aveuglé. Il ne peut plus voir clair.

La loyauté de nos pères est disparue ; la franchise n'existe plus ; le faux serment est à l'ordre du jour.

Les grasses spéculations données

en pature, par M. MacKenzie, à l'avidité de ses partisans, ou pour gagner des adhérents à son parti, ont été une cause de démoralisation effrénée.

Persone ne veut plus travailler. Tout le monde veut s'enrichir au détriment des autres.

Nos pères travaillaient : Le travail est la source du contentement et du bonheur. Il est à l'homme ce que le sel est aux aliments. Il le préserve de la corruption. La faiméantise est la cause d'une foule de malheurs.

Par le travail, nous développons non-seulement nos forces, nos industries et nos richesses, mais encore nous relevons et nous agrandissons la sphère de notre génie national. Regardez en arrière, Messieurs, voyez ces travaux gigantesques exécutés par des mains esclaves. Là le génie est absent ; on y voit trop clairement le signe de la servitude. Mais notre travail libre a développé le génie du peuple canadien, de ses architectes, de ses artistes, et quand l'étranger voit nos monuments grandioses, il ne peut étouffer l'admiration dans son âme et s'empêcher de dire : *"Qu'un peuple de génie a passé ici."* Ayons donc une politique nationale, une industrie nationale. Soyons Canadiens avant tout. Aidons, par un remaniement judicieux du tarif actuel, nos cultivateurs à sortir de la fausse position dans laquelle l'injuste tarif de M. Cartwright les a placés. Donnons de l'ouvrage à nos ouvriers, de l'encouragement à nos cultivateurs, de la prospérité à tous. Construisons, de toutes parts, des

usines et des manufactures, et que la voix de la vapeur, mugissante comme celle de la tempête, couvre bientôt le râle de l'agonie du gouvernement MacKenzie, dont la sentence est à jamais irrémissiblement prononcée par le peuple libre du Canada.

L'on oublie trop les traditions de nos ancêtres. Nous faillissions à notre mission. Les Canadiens s'aplatissent. Nos adversaires se moquent de nous !

Ah ! pendant qu'il en est, temps encore, éloignons le nuage sombre qui cache à nos yeux la vérité, l'honneur politique, les vertus sociales.

Revenons à nos traditions d'autrefois : Aimons notre pays avant tout, soyons unis et débarrassons-nous, aux élections prochaines, du gouvernement incapable ou malhonnête, qui, en quatre ans, nous a donné, au lieu de la prospérité promise, ce triste :

BILAN DES GRITS,

qui nous laisse \$33,000,000 de dette en quatre ans.
Un commerce ruiné,
Nos manufactures fermées,
Nos citoyens découragés,
De honteuses spéculations,
Des jobs scandaleux,
Une législation sans principes,
La faillite, promenant partout ses ravages,
Des taxes ruineuses pesant sur le peuple,
La constitution violée,
La défiance et le malaise partout,
L'esprit de parti à son paroxysme,
La division entre tous les citoyens,
Et le Patriotisme éteint.

ue
te
re
n-
n-
nt
lu

le
à
a-
o-

s.
e
s,
o-

t-
it
s-
u
l-
s
s